

LES FINANCES PUBLIQUES EN CHIFFRES

CHAP 1 LE PIB ET LA DETTE PUBLIQUE

CHAP 2 L'EUROPE ET SES FINANCES

CHAP 3 LES FINANCES SOCIALES

CHAP 4 : LES CHIFFRES DES FP DE L'ÉTAT

Conclusion : papier récapitulatif

CHAP 1 LE PIB ET LA DETTE PUBLIQUE

Section 1 : LE PIB DES ÉTATS MESURE LEUR RICHESSE

**Section 2 : LA DETTE PUBLIQUE ?
CE SONT LES ÉTATS QUI VIVENT A CRÉDIT**

LE PIB DES ÉTATS EN 2019

18 143,2 PIB-États-Unis (FMI)

13 930,6 PIB UE-27 (sans le RU après le *Brexit*)

12 084,4 PIB Chine ~~démocratique~~ (FMI) *populaire*

11 914,0 PIB Zone €-19 (soit % de l'UE)

8 068,7 PIB de l'UE-27 sans l'Allemagne et la France (42+58%)

Par comparaison

10 832,6 = Dette publique Zone€-19 (soit 84,1% du PIB)

10 022,8 = Dette publique UE-27 (soit 77,8% du PIB)

4 399,6 PIB du Japon (FMI)

3 435,7 PIB de l'Allemagne

2 526,2 PIB de l'Inde (FMI)

2 441,7 PIB du RU

2 426,2 PIB de la France

1 787,6 PIB de l'Italie

1 666,0 PIB du Brésil (FMI)

1 478,1 PIB du Canada (FMI)

1 408,4 PIB de la Corée du Sud (FMI)

1 368,5 PIB de la Russie (FMI)

1 349,2 PIB du Bénélux (Belgique + Nederland + Luxembourg)

1 245,3 PIB de l'Espagne

LA DETTE PUBLIQUE DANS LE MONDE

Le pays qui est le champion du monde

JAPON = 238% PIB en 2018 et probablement 250% du PIB en 2019

Mais c'est une dette qui est majoritairement détenue par les japonais.

GRÈCE = 181,2% PIB en 2018 mais elle diminue avec 176,6% pour 2019.
Ce chiffre de 2018 est son apogée. Jamais elle n'est montée aussi haut.

ITALIE 134,8% du PIB en 2018 et 2019, sa dette est stationnaire et élevée.

JAMAÏQUE = 130% PIB en 2018

ÉTATS-UNIS = 105,5% du PIB en 2018 et 107% du PIB en 2019

BELGIQUE = 99,8% du PIB en 2018 et 98,6% en 2019

CHYPRE = 95,5% du PIB en 2019 et 100,6% du PIB en 2018.

ESPAGNE = 97,6% en 2018 et 95,5% du PIB en 2019

EGYPTE = 92,6% du PIB en 2018.

BRÉSIL = 75,8% du PIB en 2018 et 84% en 2019.

INDE = 69,6% PIB en 2018 et 71% en 2019

CHINE = 50,5% PIB en 2018

DETTE PUBLIQUE

(Eurostat 22 avril 2020)

176,6% Grèce
134,8% Italie
117,7% Portugal

98,6% Belgique
98,1% France
95,5% Chypre
95,5% Espagne
85,2% R-U
73,2% Croatie
70,4% Autriche
66,3% Hongrie
66,1% Slovénie

59,9% Allemagne
59,4% Finlande
58,8% Irlande
48,6% Pays-Bas
48,0% Slovaquie
46,0% Pologne
43,1% Malte
36,9% Lettonie
36,3% Lituanie
35,2% Roumanie
35,1% Suède
33,2% Danemark
30,8% Rép. Tchèque
22,1% Luxembourg
20,4% Bulgarie
8,4% Estonie

En 2019, La dette publique de 16 États était en-dessous de 60% et 12 au-dessus de 60%. La dette moyenne des États de l'UE-27 = 77,8% PIB. L'Allemagne était au-dessus de 60% jusqu'en 2018. Elle vient de passer en-dessous de 60% en 2019. Tous les États ont réduit leur dette depuis la crise de 2009. La crise sanitaire du COVID-19 va alourdir la dette (115% du PIB prévus pour la France).

CHAP 2 L'EUROPE ET SES FINANCES

UNION EUROPÉENNE

Section 1 : Données de cadrage

A/ Construction communautaire de 1957 à 2020

B/ Population en 2019

Section 2 : Le budget annuel

(art. 314 du TFUE)

A/ Les recettes

B/ Les dépenses

Section 3 : Le cadre Financier Pluriannuel

(art. 312 du TFUE)

1965 = Europe des 6

- 1 France
- 2 Allemagne
- 3 Italie
- 4 Belgique
- 5 Pays-Bas
- 6 Luxembourg

1973 = Europe des 9

- 7 Royaume-Uni
- 8 Irlande
- 9 Danemark

1981 = Europe des 10

- 10 Grèce

1986 = Europe des 12

- 11 Espagne
- 12 Portugal

1995 = Europe des 15

- 13 Autriche
- 14 Suède
- 15 Finlande

1998 Qualification de 11 États pour la monnaie unique
2001 La Grèce est le 12^{ème} État à entrer dans l'Euro

2004 = Europe des 25

- 16 Pologne
- 17 Hongrie
- 18 République Tchèque
- 19 Slovaquie
- 20 Slovénie
- 21 Estonie
- 22 Lettonie
- 23 Lituanie
- 24 Chypre
- 25 Malte

2007 = Europe des 27

- 26 Roumanie
- 27 Bulgarie

2013 = Europe des 28

- 28 Croatie

2020 = *Brexit* Europe des 27 (retrait du RU)

2007 Slovénie = 13^{ème} État €

2008 Chypre et Malte 14-15^{ème} États €

2009 Slovaquie = 16^{ème} État €

2011 Estonie = 17^{ème} État €

2014 Lettonie = 18^{ème} État €

2015 Lituanie = 19^{ème} État €

POPULATION EUROSTAT 2019

1°)	83,0 Allemagne	} 74,2% de la population
2°)	67,0 France	
3°)	60,3 Italie	
4°)	46,9 Espagne	
5°)	37,9 Pologne	
6°)	19,4 Roumanie	
7°)	17,2 Pays-Bas	

8°)	11,4 Belgique
9°)	10,7 Grèce
10°)	10,6 République Tchèque
11°)	10,2 Portugal
12°)	10,2 Suède
13°)	9,7 Hongrie
14°)	8,8 Autriche
15°)	7,0 Bulgarie

16°)	5,8 Danemark
17°)	5,5 Finlande
18°)	5,4 Slovaquie
19°)	4,9 Irlande
20°)	4,0 Croatie

21°)	2,7 Lituanie
22°)	2,0 Slovénie
23°)	1,9 Lettonie
24°)	1,3 Estonie
25°)	0,8 Chypre
26°)	0,6 Luxembourg
27°)	0,5 Malte

Population totale UE-27 = 446,8 millions d'habitants

Les recettes du budget prévisionnel de l'UE pour 2021

Il existe 4 types de recettes :

1°) Ressources propres traditionnelles = 10,7% du total (Droits de douane)

2°) Ressource TVA (0,30% de l'assiette) = 10,9%

3°) Revenu national brut = 72,7%

4°) Recettes diverses = 5,7%

Total = 100%, soit 163,5 Mds d'euros

Le budget européen est équilibré.

Comment fait-on ?

On prend le total des dépenses = 163,5 Mds €

Puis on retranche les recettes diverses (connues)

Puis on retranche les ressources propres traditionnelles + la TVA.

Et ce qui reste est réparti entre les Etats selon leur richesse (RNB).

Qui finance le Budget européen ?

25,3% Allemagne

17,0% France

12,1% Italie

8,7% Espagne

6,7% Pays-Bas

Ces 5 pays financent à eux seuls 70% du total des recettes

Les 22 autres pays ne financent que 30%

Les dépenses prévisionnelles 2021

1^{er} poste = 36% ressources naturelles et agriculture

2^{ème} poste = 35% cohésion (rééquilibrage des richesses)

3^{ème} poste = 14% recherche, investissements, new technologie (pays riches)

4^{ème} poste = 7% actions extérieures

5^{ème} poste = dépenses administratives

6^{ème} poste = sécurité et citoyenneté

Le Cadre financier pluriannuel (CFP)

C'est une programmation des dépenses sur 7 ans.

Il y a eu 2014-2020 = 908,4 Mds d'euros

Puis on est actuellement sur 2021-2027 = 1 074,3 Mds d'euros

Il y a eu une augmentation des dépenses mais pas autant que la commission et le parlement européen auraient voulu.

Lors du Sommet des chefs d'Etats et de gouvernements des 17-21 juillet 2020, il a été décidé d'utiliser deux instruments :

1°) le CFP pour 2021-2027

avec en plus un autre instrument totalement différent

2°) NEXT GENERATION EU

c'est un volant d'emprunts réalisés par la BEI pour 750 Mds d'euros sur 7 ans

Ce programme fait suite au plan Juncker qui avait expérimenté cette technique

Les 750 Mds d'euros sont divisés en 2

390 Mds d'euros de subventions qui seront distribuées

+ 360 Mds d'euros de prêts qui devront être remboursés

Le sommet de juillet 2020 a été organisé car le parlement menaçait de bloquer toute la procédure (comme il l'avait déjà fait en février 2013). En effet, l'art. 312 du TFU prévoit que le CFP est arrêté par le conseil à l'unanimité avec approbation du parlement européen. Ce qui signifie un droit de véto.

Voici les postes principaux de ce qui est prévu pour les 7 ans à venir

1^{er} poste = 60,2% Cohésion, résilience et valeurs

2^{ème} poste = 20,5% Ressources naturelles et environnement

3^{ème} poste = 7,7% Marché unique, innovation et numérique

Ces 3 postes de dépenses font 88,5% du total.

Il reste 11,5%

Ce sont les actions extérieures (5,4%)

Et les dépenses administratives (4%)

Il ne reste plus que 2,1%

Regardez l'infographie sur le site du conseil :

<https://www.consilium.europa.eu/fr/infographics/recovery-plan-mff-2021-2027/>

CHAP 3 LES FINANCES SOCIALES

LES MASSES
DES FINANCES
SOCIALES

ASSO
Administrations de SS

LA GROSSE

600 Mds€

en réalité 621,9 Mds€
dépenses 2019

ROBSS
Régimes obligatoires de base de SS

LA MOYENNE

500 Mds€

en réalité 509,7 Mds€

RG
Régime général

LA PETITE

400 Mds€

404,5 Mds

juin
2019

FINANCES SOCIALES

Dans le périmètre des ROBSS

Régimes obligatoires de base de sécurité sociale

C'est le périmètre le plus pertinent car c'est celui de la Loi de financement de la sécurité sociale.

Comment fait-on pour trouver ce périmètre : on prend toutes les recettes et les dépenses de la sécurité sociale et on retranche les régimes de retraite complémentaire et on obtient le périmètre des ROBSS.

Quelles sont les recettes ?

Les cotisations sociales représentent 59,5%

Les impôts font un gros tiers 37,2%

Au sein des impôts, c'est la CSG qui rapporte le plus avec 20% du total des recettes

L'État ajoute des recettes affectées en plus :

Pour 2019, en plus de la CSG, cela faisait 90,4 Mds d'euros

Ce qui est énorme :

41 Mds de TVA versée par l'Etat pour financer les exonérations de cotisations sociales sur les bas salaires (à partir de 2019)

13 Mds de droits sur les tabacs

12,7 Mds d'euros de taxe sur les salaires

LES IMPÔTS & CONTRIBUTIONS SOCIALES AFFECTÉS AUX ORGANISMES DE SS EN 2019

(millions d'euros)

1°) CSG TOTALE **125 214**

2°) TVA **41 023**

3°) TAXES TABAC **13 078**

4°) TAXE SUR LES SALAIRES **12 711**

sous-total = 66 812

5°) FORFAIT SOCIAL **5 252**

6°) TAXE DE SOLIDARITÉ ADDITIONNELLE **5 134**

7°) TAXES ALCOOLS **4 625**

8°) C3S **3 896**

9°) CSA **2 048**

10°) CTA **1 598**

11°) TSCA auto **1 030**

sous total = 23 583

TOTAL DES 10 HORS CSG = 90 395

AUTRES 13 PETITS ITAF = 4 245

TOTAL ITAF HORS CSG = 94 640

TOTAL AVEC CSG = 219 854

ORIGINE : Rapport CCSS juin 2020, p. 52, tableau 2

LES 13 PETITS ITAF EN 2019

942 taxes médicaments

767 taxe sur les véhicules de société

762 CASA

568 prélèvements sur les stock-options et attributions gratuites d'actions

329 contribution sur les avantages de retraite et de préretraite

300 contribution des OC au financement forfaitaire des médecins traitants

295 contribution sur les jeux & paris

132 taxe sur les produits alimentaires

sous-total = 4 095

95 droits de plaidoirie

18 redevance d'utilisation des licences UMTS

16 prélèvement social et de solidarité sur le capital

15 Autres contributions sociales

6 contribution additionnelle au prélèvement social sur les revenus du capital

sous-total = 150

TOTAL 13 PETITS ITAF = 4 245

ORIGINE : Rapport CCSS juin 2020, p. 52, tableau 2

CHAP 4 : LES CHIFFRES DE L'ÉTAT

Section 1 Les ressources de l'État

- A/ Calcul des ressources
- B/ Ressources fiscales
- C/ Ressources non fiscales

Section 2 Les dépenses de l'État

- A/ Les 20 premières missions
- B/ La répartition par titres
- C/ Les plafonds d'autorisation d'emplois

Section 3 La dette de l'État

- A partir du tableau de financement

LE CALCUL DES RECETTES DE L'ÉTAT

(à partir du tableau d'équilibre de la Loi de Règlement 2019)

Chiffres exacts correspondant aux résultats 2019 (dernier exercice vérifié)

RFB =	421,2	recettes fiscales brutes (total brut encaissé)
R & D =	-140,0	remboursements et dégrèvements d'impôts
<hr/>		
RFN =	281,2	recettes fiscales nettes
RNF =	+ 14,0	recettes non fiscales
<hr/>		
TOTAL =	295,2	total des recettes avant prélèvements
PSR =	-61,9	prélèvements sur recettes (UE + collectivités)
<hr/>		
Reste =	233,3	reste après les prélèvements
FC =	+ 5,8	fonds de concours de l'UE + collectivités
<hr/>		
TOTAL =	239,1	total des recettes de l'État

Note sur les deux soustractions :

Les R & D sont l'ensemble des remboursements (principalement la TVA mais aussi d'impôt sur le revenu et d'impôt sur les sociétés) aux entreprises + les dégrèvements d'impôts qui sont les procédures par lesquelles l'État se substitue aux contribuables.

Les PSR sont dans la colonne des recettes mais en négatif. L'État est prélevé au titre de la participation de la France au budget de l'UE (21 Mds) et des dotations versées aux collectivités territoriales (40,9 Mds). Les PSR sont dans la colonne des recettes car les parlementaires ont davantage de facilités pour déposer et voter des amendements sur les recettes que sur les dépenses. L'article 6 de la LOLF dernier alinéa autorise cette pratique des PSR dans le budget de l'État.

Article 1^{er}
Résultats du budget de l'année 2019

- ① I – Le résultat budgétaire de l'État en 2019, hors opérations avec le Fonds monétaire international, est arrêté à la somme de – 92 685 941 144,57 €.
- ② II – Le montant définitif des recettes et des dépenses du budget de l'année 2019 est arrêté aux sommes mentionnées dans le tableau ci-après :

(en euros)			
Budget général	Dépenses	Recettes	Soldes
Recettes			
Recettes fiscales brutes		421 353 230 430,86	
<i>À déduire : Remboursements et dégrèvements d'impôts</i>		140 063 979 460,35	
Recettes fiscales nettes (a)		281 289 250 970,51	
Recettes non fiscales (b)		13 967 097 138,50	
Montant net des recettes hors fonds de concours (c) = (a) + (b)		295 256 348 109,01	
<i>À déduire : Prélèvements sur recettes au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne (d)</i>		61 914 585 151,80	
Total net des recettes hors prélèvements sur recettes (e) = (c) – (d)		233 341 762 957,21	
Fonds de concours (f)		5 815 006 491,10	
Montant net des recettes y compris fonds de concours (g) = (e) + (f)		239 156 769 448,31	
Dépenses			
Dépenses brutes hors fonds de concours	470 317 548 423,14		
<i>À déduire : Remboursements et dégrèvements d'impôts</i>	140 063 979 460,35		
Montant net des dépenses (h)	330 253 568 962,79		
Fonds de concours (i)	5 815 006 491,10		
Montant net des dépenses y compris fonds de concours (j) = (h) + (i)	336 068 575 453,89		
Total du budget général y compris fonds de concours	336 068 575 453,89	239 156 769 448,31	-96 911 806 005,58
Budgets annexes			
Contrôle et exploitation aériens	2 071 258 767,76	2 177 006 090,14	
Publications officielles et information administrative	139 653 040,46	198 134 603,65	
Fonds de concours	54 585 931,86	54 585 931,86	
Total des budgets annexes y compris fonds de concours	2 265 497 740,08	2 429 726 625,65	164 228 885,57
Comptes spéciaux			
Comptes d'affectation spéciale	71 719 047 735,69	75 155 787 576,03	3 436 739 840,34
Comptes de concours financiers	119 498 625 214,40	120 049 024 712,55	550 399 498,15
Comptes de commerce (solde)	30 058 396,90		-30 058 396,90
Comptes d'opérations monétaires hors opérations avec le Fonds monétaire international (solde)	-104 555 033,85		104 555 033,85
Total des comptes spéciaux hors opérations avec le Fonds monétaire international	191 143 176 313,14	195 204 812 288,58	4 061 635 975,44
Résultat budgétaire de l'État hors opérations avec le Fonds monétaire international			-92 685 941 144,57

ÉVOLUTION DES RECETTES DE L'ÉTAT ENTRE 2012 ET 2019

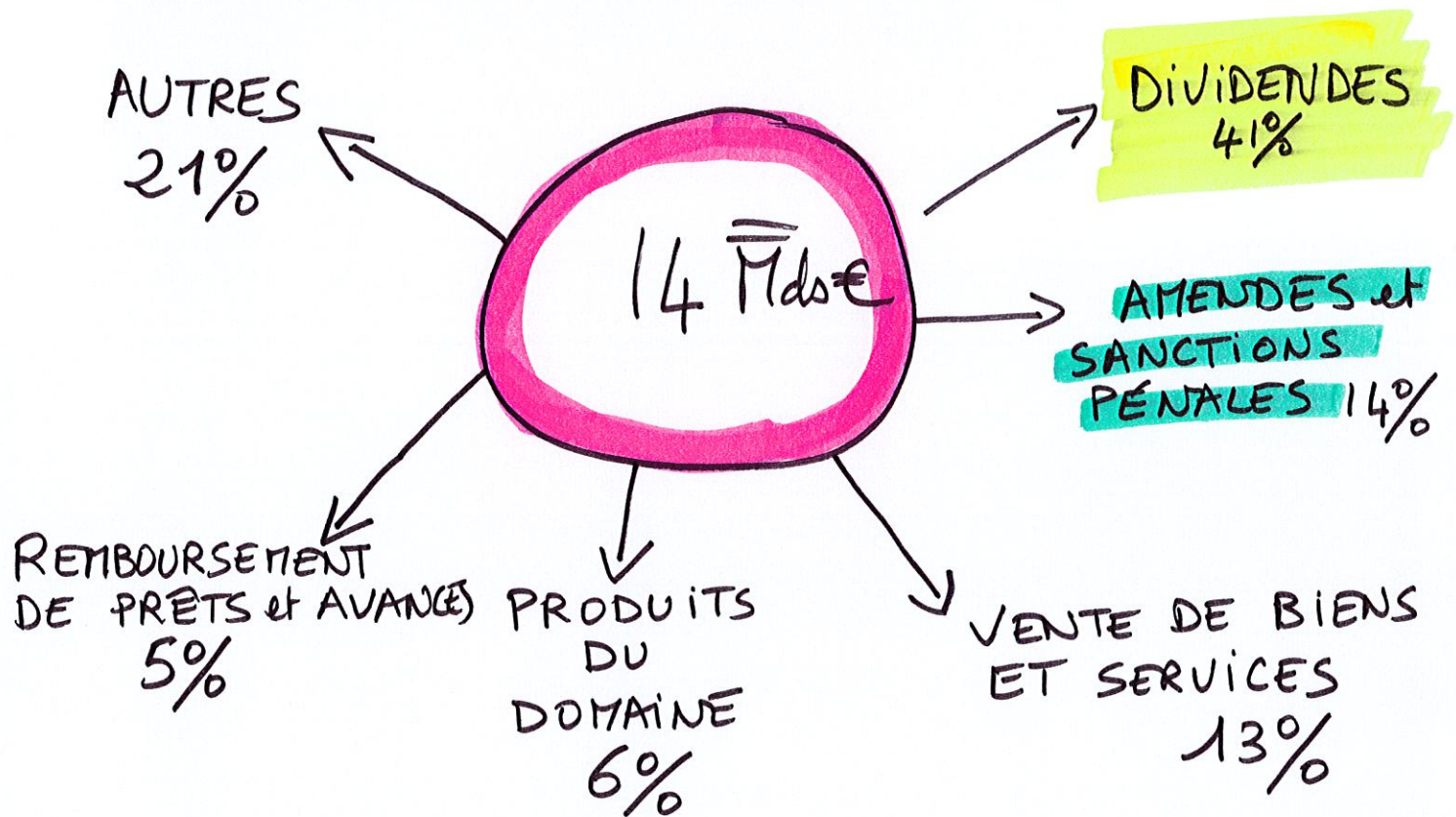
	2012	2013	2015	2015	2016	2017	2018	2019
TOTAL DES RECETTES FISCALES NETTES	268	284	274	280	284	296	295	281
TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE	133	136	138	142	144	152	157	129
IMPÔT SUR LE REVENU	59	67	69	69	72	73	73	72
IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS	41	47	35	34	30	36	27	33
TAXE INTÉRIEURE SUR LES PRODUITS ÉNERGÉTIQUES	13	14	13	14	16	11	14	13
RECETTES NON FISCALES	14,1	13,7	13,9	14,4	16,3	13,8	13,9	14

ORIGINE : Lois de Règlement.

*plutôt que de s'embarquer à apprendre des chiffres...
... retenons des pourcentages :*

10% TVA = 46% des Recettes fiscales nettes
20% IR = 26%
30% IS = 12%
4% TICPE = 4,6%

LES RECKETTES NON FISCALES DE L'ÉTAT



Origine Loi de Règlement 2019

Les recettes non fiscales de l'État ne rapportent que 14 Mds d'euros en 2019

Répartition :

1°) Dividendes des sociétés dont l'État est actionnaire = 5,7 Mds€

2°) Vente de biens et services = 1,8 Mds€

3°) Revenus du domaine public de l'État = 0,8 Md€

4°) Remboursements de prêts et avances = 0,7 Md€

5°) Amendes, sanctions et pénalités = 2 Mds€

6°) Autres recettes = 3 Mds

Parmi ces autres recettes, qui est une catégorie fourre-tout, on trouve les versements au titre du soutien au commerce extérieur (0,7 Md), la rémunération des garanties de l'État aux banques (0,8 Md) et des produits encaissés par les services diplomatiques et consulaires (0,2 Md).

LES 20 PREMIÈRES MISSIONS DU BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT EN 2019

140 063	Remboursements & dégrèvements
72 715	Enseignement scolaire

44 866	Défense
40 585	Engagements financiers de l'Etat

27 964	Recherche & enseignement supérieur
24 710	Solidarité
20 469	Sécurités

17 579	Cohésion des territoires & Logement
14 324	Ecologie
14 192	Travail & emploi
10 324	Gestion des Finances publiques et des Ressources humaines

8 924	Justice
6 186	Régimes sociaux et de retraite

3 439	Relations avec les collectivités territoriales
2 992	Aide publique au développement
2 947	Culture
2 943	Agriculture
2 825	Administration générale et territoriale de l'Etat
2 819	Action extérieure de l'État
2 299	Anciens combattants

476 132	Total des dépenses brutes du budget général en 2019 (CP)

Origine : Loi de Règlement 2019

RÉCAPITULATION PAR TITRE ET CATÉGORIE

Titre	Catégorie	Dépenses constatées
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics	10 - Dotations des pouvoirs publics	991 344 491,00
Total		991 344 491,00
Titre 2 - Dépenses de personnel	21 - Rémunérations d'activité	75 712 198 194,71
27,6%	22 - Cotisations et contributions sociales	55 173 260 410,64
	23 - Prestations sociales et allocations diverses	755 570 679,97
Total		131 641 029 285,32
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	31 - Dépenses de fonctionnement autres que celle de personnel	27 544 894 416,47
11,8%	32 - Subventions pour charges de service public	29 019 928 023,29
Total		56 564 822 439,76
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	43 - Charges financières diverses	40 255 888 554,78
Total		40 255 888 554,78
Titre 5 - Dépenses d'investissement	51 - Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	9 644 626 543,77
2,6%	52 - Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'Etat	2 767 578 718,51
Total		12 412 205 262,28
Titre 6 - Dépenses d'intervention	61 - Transferts aux ménages	67 502 031 888,41
48,8%	62 - Transferts aux entreprises	115 694 845 891,83
	63 - Transferts aux collectivités territoriales	27 465 446 731,24
	64 - Transferts aux autres collectivités	22 034 492 128,70
	65 - Appels en garantie	48 373 458,49
Total		232 745 190 098,67
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières	71 - Prêts et avances	202 718 498,89
	72 - Dotations en fonds propres	745 441 800,05
	73 - Dépenses de participation financières	573 914 483,49
Total		1 522 074 782,43
Total général		476 132 554 914,24

8,4

Les plus gros titres de dépenses :

- Titre 6 = 48,8%
- Titre 2 = 27,6% → Dépenses de personnel
- Titre 3 = 11,8%

TOTAL DES PLAFONDS D'AUTORISATIONS D'EMPLOIS DE L'ÉTAT

(source : Loi de Règlement 2019)

TOTAL = 1 930 282 ETPT

On compte en ETP (équivalent temps plein) pour tenir compte des mi-temps ou temps partiels et on précise si les agents travaillent sur les 12 mois de l'année réellement ou pas (ETPT). On ne tient pas compte du statut (fonctionnaire ou pas) ni du niveau des agents.

Répartition :

1°) Ministère de l'éducation nationale = 52,4%

Reste pour les autres ministères : 47,6%

2°) Ministère de l'intérieur = 15%

3°) Ministère des Armées = 14%

4°) Ministères économiques & Financiers, Bercy = 7%

5°) Ministère de la Justice = 4,4%

Reste pour les autres ministères : 7,2%

6°) Ministère de l'écologie = 2%

7°) Ministère de l'agriculture 1,6%

8°) Ministère des Affaires étrangères = 0,7%

9°) Services de Matignon (1^{er} Ministre) = 0,6%

Reste pour les autres ministères : 2,3%

On ne détaillera pas...

Section 3 La dette de l'État

A partir du tableau de financement

TABLEAU DE FINANCEMENT SIMPLIFIÉ

2018

Besoin de financement	
Déficit budgétaire	76,0
Capital à rembourser	115,9
Total à financer	191,9
Ressources de financement	
Dette émise	195,0
Ressources de trésorerie et autres	-3,1
Total du financement	191,9

2019

Besoin de financement	
Déficit budgétaire	92,7
Capital à rembourser	127,8
Total à financer	220,5
Ressources de financement	
Dette émise	200,0
Ressources de trésorerie et autres	20,5
Total du financement	220,5

2020 après LFR3

Besoin de financement	
Déficit budgétaire	225,1
Capital à rembourser	139,1
Total à financer	364,2
Ressources de financement	
Dette émise ou à émettre	260,0
Ressources de trésorerie et autres	104,2
Total du financement	364,2

2021

Besoin de financement	
Déficit budgétaire	152,8
Capital à rembourser	129,5
Total à financer	282,3
Ressources de financement	
Dette émise ou à émettre	260,0
Ressources de trésorerie et autres	22,3
Total du financement	282,3

Évolution du besoin de financement de l'État :

2010 = 196,8

2011 = 185,6

2012 = 187,0

2013 = 185,5

2014 = 179,1

2015 = 189,1

2016 = 194,0

2017 = 183,1

2018 = 191,9

2019 = 220,5 les gilets jaunes

2020 = 364,2 la crise sanitaire du Coronavirus

2021 = 282,3

LES 20 PREMIÈRES RESSOURCES DES FINANCES PUBLIQUES EN 2019

357,0	Cotisations des Administrations de sécurité sociale ¹
281,0	Recettes fiscales nettes (État)²
145,0	Recettes fiscales totales encaissées par les budgets locaux ³
129,0	TVA nette (État)
126,6	CSG (encaissée par les ROBSS, + FSV + CADES + CNSA + UNEDIC) ⁴
72,0	Impôt sur le revenu net (État)
41,0	TVA affectée à l'assurance maladie (sécurité sociale)
38,7	Cotisations sociales encaissées par l'UNEDIC (assurance chômage)⁵
35,5	Taxes foncières (Finances locales)
33,0	Impôts sur les sociétés net (État)
29,0	Recettes non fiscales des collectivités locales)
23,4	Autres recettes fiscales nettes (État)
23,4	Taxe d'habitation (Finances locales)
16,1	DMTO (droits de mutation à titre onéreux encaissés départements)
14,0	Recettes non fiscales de l'État
13,0	Taxes sur les tabacs (sécurité sociale)
13	TICPE (État)
12,7	Taxe sur les salaires (sécurité sociale)
11,6	TICPE (Finances locales)
10,7	Ressources propres des opérateurs de l'État⁶

¹ Source : FIPECO

² Source : Loi de Règlement, tous les autres chiffres de l'État en sont issus.

³ Source : Rapport de l'observatoire des Finances locales 2020, tous les autres chiffres de Finances locales en sont issus.

⁴ Source : Rapport de la commission des comptes de la SS, tous les autres chiffres des Finances sociales en sont issus.

⁵ Source : UNEDIC, Rapport financier pour 2019, p. 6

⁶ Source : Jaune PLF 2021 Opérateurs de l'État

LES 23 PREMIÈRES CHARGES DES FINANCES PUBLIQUES EN 2019

621,9	Charges des ASSO⁷ administrations de sécurité sociale
509,7	Charges des ROBSS ⁸ régimes obligatoires de base de sécurité sociale
476,1	Charges brutes du budget général de l'État
404,5	Charges du Régime général des travailleurs salariés
336,1	Charges nettes du budget général de l'État
329,1	Charges de pensions de retraites versées par la sécurité sociale
246,1	Charges totales des budgets locaux⁹
241,3	Charges totales de la branche vieillesse des ROBSS
218,1	Charges totales de la branche maladie des ROBSS
200,4	ONDAM 2019 (la réalisation est inférieure à 200,2)
148,2	Charges du budget de l'UE
140,0	Charges des Remboursements et dégrèvements d'impôts
131,6	Charges de personnel de l'État (titre 2)
99,0	Dépenses fiscales de l'État ¹⁰
72,7	Mission enseignement scolaire
63,9	Dépenses de personnel des budgets locaux
57,4	Dépenses d'investissement des budgets locaux
49,9	Charges de la branche famille du régime général
44,8	Mission défense
40,2	Charges d'intérêts du budget général de l'État (titre 4)
27,9	Mission Recherche & Enseignement supérieur
13,6	Charges de la branche AT-MP des ROBSS
12,4	Dépenses d'investissement de l'État (titre 5)

⁷ Source : FIPECO

⁸ Source : Rapport de la Commission des comptes de la sécurité sociale, tous les autres chiffres sociaux en sont issus.

⁹ Source : Rapport de l'observatoire des Finances locales, tous les autres chiffres locaux en sont issus

¹⁰ Rapport voies et moyens, PLF 2021

LES DONNÉES DES FINANCES PUBLIQUES SELON EUROSTAT

	2002	2005	2010	2015	2016	2017	2018	2019
Zone€	PIB au prix du marché	7 246	7 999	9 174	10 515	10 817	11 203	11 569
	Solde %PIB	-2,5%	-2,4%	-6,2%	-2,1%	-1,5%	-1,0%	-0,5%
	Dette %PIB	68,0%	70,3%	85,8%	90,9%	90,0%	87,8%	85,8%
Allemagne	Dépenses	47,7%	47,5%	51,0%	48,3%	47,7%	47,2%	47,1%
	PIB au prix du marché	2 143	2 241	2 496	3 043	3 134	3 244	3 344
	Solde %PIB	-3,7%	-3,2%	-4,1%	+0,6%	+1,2%	+1,2%	+1,9%
FRANCE	Dette %PIB	59,7%	67,3%	82,4%	72,1%	69,2%	65,3%	61,9%
	Dépenses	48,1%	46,8%	47,7%	43,9%	44,3%	44,4%	44,6%
	PIB au prix du marché	1 548	1 710	1 936	2 194	2 234	2 297	2 360
FRANCE	Solde %PIB	-3,2%	-2,9%	-7,1%	-3,6%	-3,6%	-2,9%	-2,3%
	Dette %PIB	60,3%	67,4%	85,3%	95,6%	98,0%	98,3%	98,1%
	Dépenses	52,6%	53,8%	56,6%	56,7%	56,7%	56,5%	55,7%
								55,6%

Sources : https://ec.europa.eu/eurostat/fr/web/products-datasets/-/SDG_17_40
<https://ec.europa.eu/eurostat/documents/2995521/10294656/2-22042020-AP-FR.pdf/74ac835c-77b0-27d8-f463-257e7f2e1db2>